

Le Courriel d'information

n°204 – Mardi 23 janvier 2001.

NOUS AURONS LA PEAU DE L'EMPIRE

Dans ce numéro

En bref...

1- Bientôt le Forum Social Mondial. A quelques jours du début du Forum, quelques nouvelles sur l'organisation.
2- Six jours pour démontrer qu'un autre monde est possible. Une présentation du Forum en 4 plénières et 400 ateliers différents...
3- La journée d'action du 25 janvier pour les retraites. ATTAC sera présent durant la manifestation organisée par les syndicats autour des retraites.
4- Les grains de sable auront la peau de l'Empire. Cela se déroulera le 16 février à Montpellier. Et vous ? Où serez-vous le 16 février ? Venez participer au carnaval !
5- Contre les méfaits de la mondialisation libérale. Les procès du 8 février et des 15 et 16 février à Montpellier sont l'occasion non seulement d'exprimer notre solidarité mais plus encore d'affirmer notre refus de nous voir imposer les règles néo-libérales.
6- Brèves d'OMC. La nouvelle administration Bush bat déjà un record : le nombre de personnes en poste de responsabilité qui viennent directement des multinationales et des banques. Une prise de pouvoir des adeptes de la grande entreprise qui laisse la démocratie chancelante.
7- Nice 2000. En solidarité avec les personnes qui comparaîtront au tribunal des rassemblements sont prévus lundi 29 janvier. Un reportage vidéo vient d'être produit sur les deux journées de mobilisation, vous pouvez l'acheter.

Bientôt le Forum Social Mondial

LE COMITE GAUCHO DU FORUM SOCIAL MONDIAL A L'ASSEMBLEE DU RIO GRANDE DO SUL.

Au siège de l'Assemblée parlementaire de l'État du Rio Grande do Sul, le Comite Gaucho , c'est à dire le comité local qui assure concrètement l'organisation des manifestations diverses entourant les sessions et ateliers , a présenté ce jeudi soir l'ensemble des manifestations qui sont aussi inédites que l'évènement lui même.

Le Rio Grande do Sul est l'héritier de l'épopée gauchesca qui a produit une culture où la poésie le dispute à l'ingéniosité des hommes confrontés à une nature grandiose et généreuse. C'est un peu la fierté et la solidarité gauchesque qui traversait les discours de la soirée.

La soirée était présidée par Miguel Rossetto le vice-gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul.


attac

Miguel Rossetto connu pour son parler vrai et sensible s'attacha autant à répondre aux critiques des détracteurs du Forum qui craignent des perturbations, qu'à souligner la qualité de l'effort du comite gaucho et de sa collaboration avec le comite national représenté à la tribune par Carlos Tiburcio Oliveira: « Porto Alegre ne sera pas Seattle, Washington ou Prague, ce ne sera pas seulement un lieu de protestation mais de propositions, un lieu de construction d'alternatives... nous pensons alimenter cette construction de telle manière que nous ferons la preuve que Porto Alegre est apte à servir d'espace pour le prochain Forum Social Mondial en l'an 2002… "

Carlos Tiburcio rappela sobrement la brièveté du temps employé pour mettre sur pied le Forum social mondial et souligna qu'il est le fruit de l'effort de 30 organisations. Le Comité gaucho se présenta comme pluri-national, fait d'une entité brésilienne du Rio Grande do Sul et uruguayenne. Le comité se charge de l'organisation de la grande marche qui aura lieu le jour d'ouverture.

MARCHE CONTRE LE NEOLIBERALISME ET POUR LA VIE.

Les membres du Comité relatèrent successivement les manifestations qui seront l'expression des divers groupes de victimes d'oppressions. Ainsi le comité de défense des droits du peuple afro-brésilien annonce sa participation au Forum pour rappeler que les Noirs sont toujours victimes de racisme et d'intolérance. Leur revendication sera placée sous le signe du souvenir du QUILOMBO DO PALMARES, petite république que les esclaves fugitifs avaient réussie à fonder au 16ième siècle et où ils réussirent à se maintenir durant environ 50 ans malgré les assauts des troupes portugaises. Les peuples Amérindiens seront aussi présents au Forum pour revendiquer le droit à une organisation et une culture pouvant constituer une alternative à l'uniformisation imposée par la globalisation néolibérale. Seront présents les Amérindiens du Bresil, venant du Parana ou de l'Amapa, et également du Mexique et de l'Équateur. Enfin il y aura une rencontre de la Jeunesse des Amériques et du monde d'une importance inédite, et pour laquelle les jeunes privés d'avenir par le système néolibéral auront fait de longues marches et de durs sacrifices pour venir à Porto Alegre avec l'espoir de reprendre le droit à construire leur avenir dans la dignité.

Le Forum social mondial: tribune pour les mouvements Noir et Indien

Le mouvement Noir Unifié du Brésil sera représenté à Porto Alegre. Il sera la voix des dizaines de millions de descendants d'africains déportés durant trois siècles et demi, qui aujourd'hui subissent encore les conséquences de ce crime contre l'humanité commis pour réaliser la première accumulation capitaliste.

Le forum a lieu dans ce qu'il est coutume d'appeler le Brésil Blanc, or ce prétendu Brésil blanc a lui aussi réalisé sa première accumulation de richesse sur le travail servile des Noirs et des Indiens. Aujourd'hui, justement dans le Rio Grande do Sul, il existe 714 communautés noires distribuées dans 45 quilombos. Et en ce moment même, leur droit à la terre est enfin posé officiellement. Ce que les communautés noires toujours menacées par la pression des latifundistes réclament c'est la reconnaissance du droit collectif à la terre. Les descendants d'africains veulent préserver ainsi leur source de survie pour les générations futures, et non pas la propriété privée pour enrichir une minorité.

Le forum social mondial pourrait être une tribune où serait réclamé enfin la justice pour les victimes de ce crime contre l'humanité qui a été et continue à être ignoré ou négligé. De plus, l'exemple des quilombo, c'est à dire, des républiques d'esclaves en fuite, mérite d'être toujours évoqué comme modèle d'appropriation collective de la terre et de solidarité agissante. en somme, comme modèle anti-néolibéral

Denise Mendez. Porto Alegre
groupe-americas@attac.org

Six jours pour démontrer qu'un autre monde est possible

FORUM SOCIAL MONDIAL. Le "Davos du Sud" s'ouvre jeudi prochain à Porto Alegre, Brésil. Des milliers de délégués des mouvements sociaux opposés au néolibéralisme tenteront d'y coordonner leur lutte pour une autre société. Qui reste à inventer.

Dix mille participants, trois mille délégués représentant un millier d'organisations, quatre cents ateliers... Le premier Forum social mondial (FSM), qui se tiendra du 25 au 30 janvier à Porto Alegre, réveille les plus grandes expectatives parmi ceux qui défendent l'idée qu'"un autre monde est possible". Un slogan qui résume bien les deux ambitions que se sont



fixées les promoteurs du Forum: fortifier la résistance face à la "mondialisation néolibérale" et élaborer des alternatives.

LE DAVOS DU SUD

Conçu comme un contrepoids au Forum économique mondial, qui se déroulera simultanément à Davos, l'idée du FSM a germé à Genève lors du Sommet social alternatif en juin dernier. La rencontre genevoise, convoquée pour jeter les bases d'un mouvement citoyen planétaire, avait mis en lumière la nécessité de poursuivre la mise en commun des expériences locales et l'élaboration de stratégies communes. Et, surtout, l'importance d'ouvrir plus largement au Sud des réseaux militants encore largement dominés par les organisations sociales des pays riches. "Seattle, Prague, Washington, Genève, tous les moments qui ont marqué la naissance d'une opposition mondiale au néolibéralisme se sont déroulés au Nord", rappelle Juan Tortosa, du Comité pour l'Appel de Bangkok (CSAB), relais helvétique des organisateurs du Forum.

Au mois d'août dernier, huit organisations brésiliennes -dont la faîtière syndicale (CUT), les travailleurs ruraux sans terre (MST), une commission de l'Eglise catholique et une large coalition d'organisations non gouvernementales (ONG)- prenaient l'initiative de convoquer un "Forum social mondial", appelé à offrir, chaque année, "un espace international pour la réflexion et l'organisation de tous ceux qui s'opposent aux politiques néolibérales et construisent des alternatives". Clairement ciblés, les acteurs sociaux non gouvernementaux doivent en être le principal moteur, selon le manifeste adopté par ces organisations.

Ambitieux, ce programme a eu un écho spectaculaire dans les pays de la périphérie. "C'est la première fois depuis longtemps que des organisations du Sud sont à l'avant-garde d'un tel mouvement politique, analyse M.Tortosa. Une telle rupture avec la dépendance militante du Sud envers le Nord a fait naître un immense espoir! Bien plus important que chez nous." Au point que "près d'un millier d'organisations ont répondu à l'appel, dépassant largement nos attentes", se réjouit Francisco Whitaker, de la Coordination brésilienne de justice et paix, l'une des ONG signataires. Des inconnues subsistent toutefois quant à la réelle participation au Forum des délégués en provenance d'Afrique et d'Asie, tous les problèmes logistiques n'étant pas encore résolus (lire ci-dessous).

PRINCIPE LIBERTAIRE

La présence européenne s'annonce également imposante. Sous l'impulsion notamment du puissant réseau ATTAC et du mensuel Le Monde diplomatique, plus de 500 Français sont, par exemple, attendus à Porto Alegre. Et, avec 50 à 60 délégués, la Suisse n'est pas en reste, "une des plus fortes délégations proportionnellement à la taille du pays", remarque le militant du CSAB.

Cette impressionnante mobilisation, qui pourrait déboucher sur la participation de plus de 10000 personnes aux diverses activités dans et autour du Forum (voir le programme ci-contre), résulte également de sa nature résolument libertaire, seule capable d'agréger des mouvements aussi divers que des organisations humanitaires, des groupes d'intellectuels ou des partisans de l'action directe anticapitaliste. "Le FSM n'est pas une instance de délibération", expliquent les promoteurs brésiliens du FSM. Entendez, les organisations participantes gardent toute leur autonomie. "Le but n'est pas de signer un Xedocument à ranger dans un tiroir après le Forum ou d'institutionnaliser le mouvement, développe Juan Tortosa, mais simplement de se rencontrer pour essayer de voir ce qui nous unit, nous marxistes, chrétiens, anars, sociaux-démocrates, qui nous opposons à l'idée que le système actuel est indépassable." Reste que les participants sont invités à se coaliser autour d'initiatives ou de stratégies communes. Au "laboratoire d'idées" que veut être le Forum de les susciter.

RENDEZ-VOUS EN... 2002

Des conclusions finales, dont la forme reste à déterminer, devraient toutefois être élaborées par consensus. Elles seront ensuite "apportées" à la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, à Washington, en avril prochain. Et complétées lors du 2eForum social mondial de Porto Alegre, d'ores et déjà programmé pour janvier 2002.

Quatre sessions et 400 ateliers

Le Forum social mondial (FSM) s'articulera autour de deux axes principaux. Cœur de la rencontre, les quatre sessions du FSM se tiendront le matin, du 26 au 29 janvier, dans l'immense Centre de conférences (2500-3000 places) de l'Université catholique de Porto Alegre. Y participeront uniquement les délégués mandatés par leurs organisations respectives et des "personnalités internationalement reconnues". Quatre sujets seront débattus

successivement: "La production de richesses", "L'accès aux richesses", "L'affirmation de la société civile", et "Pouvoir politique et éthique pour une nouvelle société". L'après-midi, ces réflexions seront étayées et complétées par une centaine d'ateliers. Proposés et gérés de manière autonome par des organisations associées au FSM, ces groupes de travail sont ouverts à tous.

De leur côté, les jeunes militants pourront se rassembler autour d'un "Campement international", organisé par le Comité jeunesse du FSM. Le Plan Colombie et le rôle de la jeunesse dans "la déroute du néolibéralisme et dans la construction d'un autre monde" seront les thèmes phares des conférences, ateliers et tables rondes prévus.

Les journées d'ouverture et de clôture, les divers forums parallèles (lire ci-contre) et des réunions informelles compléteront le programme de l'énorme ruche que sera Porto Alegre dès la semaine prochaine.

Pour en savoir plus: http://www.forumsocialmundial.org.br/frances/

Visas et finances bloquent le Sud

Les organisateurs attendent 10000 participants aux diverses activités du Forum social mondial (FSM). Pourtant, à mesure que la journée d'ouverture se rapproche, l'inquiétude grandit: "Beaucoup de délégués n'ont toujours pas de visas", explique Juan Tortosa, du Comité suisse pour l'Appel de Bangkok. Le coordinateur du FSM pour la Suisse dénonce "la politique de limitation" des autorités brésiliennes, qui risque de pénaliser en particulier les délégués asiatiques et africains.

Autre obstacle pour eux, les limites financières. Le prix du voyage à Porto Alegre est souvent prohibitif pour ces délégués potentiels et "le Forum ne peut payer qu'une toute petite partie des trajets", regrette M.Tortosa. Sans compter que certains financements promis par le Nord ne sont toujours pas versés, à moins d'une semaine du Forum.

Culture alternative et esprit festif
Laboratoire d'idées, le Forum ne pouvait dédaigner le foisonnement culturel qui s'exprime dans les marges du système. La présence de nombreux représentants du monde artistique - cinéastes et écrivains essentiellement1- est d'ailleurs annoncée. Des ateliers aborderont chaque après-midi des problématiques culturelles ou spirituelles. Sous l'impulsion de l'Institut Paolo Freire, des "Cercles de culture sur l'éducation et la société" offriront notamment un espace à l'élaboration d'un "Manifeste de l'éducation face à la pensée unique".

Mais l'aspect festif et convivial ne sera pas oublié. 50000 personnes sont attendues lors de la soirée d'ouverture du Forum pour une grande fête-concert "latino", en présence de Manu Chao. Le chanteur franco-espagnol de la Mano Negra donnera ainsi le coup d'envoi à une série de spectacles qui rythmeront les soirées de Porto Alegre, durant les six jours que durera le Forum social.

BENITO PEREZ
Article publié en collaboration avec Le Courrier
http://www.lecourrier.ch/

La journée d action du 25 janvier pour les retraites

Le jeudi 25 janvier prochain, les cinq confédérations syndicales françaises, rejointes par l ensemble du mouvement syndical, appellent les salariés et les retraités à une journée nationale d'action pour défendre le financement de la retraite complémentaire. Cet appel unitaire à l action est un événement qui ne saurait être sous-estimé, tant il renforce le poids du mouvement syndical et social face à l offensive de « refondation sociale » décrétée par le Medef.

Cette organisation patronale a récemment focalisé son offensive sur l ASF (Association pour la structure financière), existant depuis 1983, et qui permet aux salariés de faire liquider dès l âge de 60 ans, et sans abattement, leurs droits à retraite dans les deux régimes complémentaires, Agirc et Arrco, dès lors qu ils remplissent la condition de durée d assurance requise dans le régime de base. Le surcoût qui en résulte pour les régimes complémentaires est assumé par des cotisations, dites cotisations ASF, versées par les salariés et les entreprises, et auxquelles s ajoute une contribution financière de l Etat. Cet accord expirait le 31 décembre 2000.

Le Medef entend aujourd hui bouleverser cette structure de financement pour lui substituer un système d abattements croissants chaque année, pour tenir compte de l allongement de l espérance de vie, et qui seraient appliqués aux droits acquis par les salariés qui « choisiraient » de partir avec l âge requis. Il serait toujours possible, formellement, de partir à 60 ans, mais



à des conditions de durée de cotisation telles que, dès 2006, il faudrait, pour les remplir, avoir commencé de travailler à 16 ans !

Pour le Medef, il s'agit, au-delà de la seule ASF, de fragiliser l'ensemble du dispositif de financement solidaire de la retraite, de créer l'inquiétude chez les salariés et les pensionnés, afin d'imposer comme incontournable la mise en place et la généralisation de « retraites d'un type nouveau », fonctionnant sur le mode assuranciel, bref, d'épargne salariale ou de fonds de pension. Dans l'immédiat, ce sont quinze millions de salariés du secteur privé qui risquent de devoir faire liquider leur retraite complémentaire avec un abattement pouvant aller jusqu'à 22 %. Plusieurs centaines de milliers de préretraités se trouvent également pris en otage par le diktat du Medef.

Attac, qui a toujours dénoncé les volontés de financiarisation des retraites et les projets de fonds de pension, quelle que soit l'appellation qu'on veut bien leur donner, souligne le danger de l'offensive lancée par le Medef contre l'ASF. L'association dénonce toute volonté et projet d'utiliser l'argent des retraites afin de nourrir les visées spéculatrices des marchés et se félicite de la décision d'action unitaire du 25 janvier. Attac appelle l'ensemble de ses adhérents et comités à s'y inscrire et, dans le respect des décisions et formes d'action prises par les organisateurs de cette journée, à contribuer à mettre en échec les visées mercantiles du Medef.

DÉCLARATION D'ATTAC France
Paris le 16 janvier 2001. attacfr@attac.org
Pour en savoir plus voir le dossier à partir de :
http://attac.org/fra/asso/doc/doc44.htm

Rendez-vous ATTAC 25 janvier entre 14h30 et 15h00. Rue du Départ devant le cinéma Miramar.

Les grains de sable auront la peau de l'empire

Le 16 FEVRIER 2001 :
Les inculpés de Millau en jugement !
Faisons le procès de la répression des mouvements sociaux et de la mondialisation libérale

A l'issu du procès manifestation dans Montpellier et festivités dans divers lieux de la ville : théâtre et musique. Grand carnaval anti-mondialisation sur le thème : LES GRAINS DE SABLE AURONT LA PEAU DE L'EMPIRE. Fabrication de masques, marionnettes géantes et chars.

Pour ceux qui veulent y participer contacter : Comité de soutien aux inculpés de Millau :tel : 04 67 79 17 67 Constant :04 67 67 60 60 Odile : 04 67 52 15 75

Informations complémentaires.

Des bons de soutien sont disponibles à partir de cette semaine. Ils sont achetés 7FF à la Confédération paysanne (afin de couvrir les frais du procès et autres) et revendus par les différents groupes locaux des organisations qui participent du comité de soutien 20FF. La différence sert à ses groupes à financer l'organisation des manifestations et le déplacement des personnes vers Montpellier. Contacter en priorité le comité de soutien de votre région.

Vous pouvez contacter en particulier les groupes locaux d'ATTAC http://attac.org/contact/ en France.

Contre les méfaits de la mondialisation libérale

A Montpellier, ATTAC solidaire des inculpés de Millau

Les 15 et 16 février, les syndicalistes de la Confédération paysanne et les militants associatifs condamnés en première instance à Millau font appel du jugement devant la Cour d'appel de Montpellier. Les adhérents et sympathisants d'ATTAC seront très nombreux à venir leur manifester leur solidarité pendant ces deux jours, aux côtés des militants des autres organisations membres du comité de soutien, tous signataires d'un tract commun.

Au-delà de la remise en cause de la répression d'une action syndicale accomplie sans violence sur les personnes – le démontage d'un McDo -, les militants d'ATTAC viendront soutenir des inculpés qui ont mis en évidence une conséquence emblématique de la mondialisation libérale : l'imposition, par l'OMC et les Etats-Unis, de représailles commerciales contre le refus de l'Europe d'importer du bœuf aux hormones nord-américain.

C'est une même démarche de respect du principe de précaution qui a conduit des militants de la Confédération paysanne, aux côtés d'agriculteurs indiens, à rendre inutilisables des semences expérimentales de riz transgénique, ce qui leur vaut d'être traduits



devant un tribunal, également à Montpellier, le 8 février.

Qui veut du bœuf aux hormones et des OGM ? Ni les agriculteurs ni non plus les consommateurs. Ce sont uniquement les grandes firmes transnationales, avides de profits, qui tentent d'en imposer l'importation et l'utilisation, au mépris de toute considération de santé publique. Elles ne font à cet égard que mettre en oeuvre les logiques ultralibérales concoctées par leurs fondés de pouvoirs que sont le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE et la Commission européenne. La culture, la santé, les services sociaux, l'éducation, les retraites sont également dans la ligne de mire de ces institutions auxquelles les gouvernements, notamment européens – pourtant maîtres du jeu, s'ils le voulaient – laissent la bride sur le cou pour transformer le monde en marchandise.

A Montpellier, la présence de nombreux militants d'ATTAC aura valeur non seulement de solidarité avec les inculpés, mais aussi de refus de tous les aspects de la mondialisation libérale, et d'avertissement à tous ceux qui, par leur apathie complice, lui laissent le champ libre.

Pour en savoir plus:
http://millaumontpellier.free.fr/

Brèves d'OMC

1- L'Administration Conservatrice des Entreprises : la nouvelle administration Bush

L'Administration Bush fait entrer au Cabinet plus de dirigeants d'entreprises qu'aucune autre Administration antérieure. Andrew Card, Chef de Cabinet de Bush, a été vice-Pdt de General Motors. Paul O'Neil, Secretaire au Trésor, fut Pdt d'Alcoa. Le Secretaire au Commerce est DG de Tom Brown Inc, compagnie pétrolière. La Conseillere à la Sécurité Nationale, Condoleeza Rice siège au CA de Chevron (un tanker de la Cie porte même son nom); Charles Schwab est membre du Conseil international chez J.P.Morgan. Donald Rumsfeld, à la tête du Pentagone, a été DG chez Searle et chez General Instruments.

W.Bush et Dick Cheney viennent tous deux de l'Industrie pétrolière. Le Ministère de l'Energie est presque entièrement entre les mains de gens en relation avec l'industrie extractive parmi lesquels : Phillips Petroleum, Southern California Edison [un des 2 mammouths qui ont mis le réseau électrique californien à mal] et l'Institut d'Energie Nucléaire.

Au Ministère de la Santé, les industries pharmaceutiques, biotechnologiques, hospitalières et les assurances ont toute leur place. On y trouve les représentants de Merck, Ernst and Young et l'Association Nationale des Assureurs médicaux.

Au Ministère du Travail, 2 membres des Teamsters [puissant syndicat des Routiers] et aucun autre syndicat, mais les représentants de l'Union Pacific, l'Association Nationale de Restauration, l'Association américaine des Transporteurs terrestres, l'Association nationale des Mines, la Chambre de Commerce US et la Société des Directeurs en Ressources Humaines. Sans influencer réellement les nominations du Cabinet, ils jouent un rôle significatif dans la nomination des fonctionnaires de 2° ou 3° rang. Ce sont des gens qui n'hésitent pas à se salir les mains et savent rendre des menus services aux compagnies contributrices.

Le Sommet économique de Bush, qui s'est tenu début Janvier à Austin a rassemblé 36 hauts responsables d'entreprises, comme les Pdts de Cisco ou de Dell Computer. La Ligue américaine des Lobbyistes croit fermement qu'un certain nombre de dossiers seront repris.

2- Tir de barrage contre la nouvelle Secrétaire à l'Intérieur, Gale Norton

Plus de 20 ONG, environnementales, sociales, des droits civils, conservatrices ou libérales ont annoncé le début d'une campagne visant à faire rejeter la nomination de Gale Norton, dont les points de vues radicaux vont jusqu'à suggérer que l'industrie à un "droit à polluer". "Le public, quelles que soient ses préférences partisanes, veut le renforcement des lois environnementales, ce que Bush n'a pas compris".

D'après un sondage de la Ligue de Conservation 71 % des votants aux élections déclarent qu'une eau et un air purs ont été les raisons essentielles de leur décisions de vote; 83 % rejettent l'idée que la société doit vendre la protection environnementale pour des gains mercantiles; 66 % que la réserve naturelle de l'Antarctique doit être protégée de l'exploitation pétrolière; 3 % seulement ont estimé que les lois environnementales sont trop sévères et devraient être atténuées (à l'exemple de Norton qui veut ouvrir l'Antarctique à l'exploitation). En s'attristant sur la défaite des Confédérés



provoquant la perte des droits des états de la fédération, "elle a montré une insensibilité totale envers l'esclavage et ceux qui en sont issus" (J.Bond, Pdt de la NAACP). "C'est le retour politique donné aux supporters radicaux de Bush de l'Industrie qui aspirent depuis des lustres à exploiter massivement les terres publiques" (R.Schlickeisen, Pdt des Déefenseurs de la Nature). Le Dr politique de l'AFL-CIO soutient le mouvement contre Norton, qui a remis en question la constitutionalité de la Loi sur les Normes sociales et le salaire minimum.

Les organisations ont rappelé les points de vue de Norton selon qui la Loi sur les Espèces menacées est inconstitutionnelle; la fermeture du Bureau de l'Aménagement du Territoire lui est attribuée; elle a transféré des terres publiques à des intérêts privés; elle croit que les contribuables doivent payer le secteur privé pour se plier aux lois environnementales.

3- La pression des fabricants de cigarettes sur le gouvernement suisse :

Les efforts de BAT (British American Tobacco) et de Philip Morris, qui contrôlent le marché suisse, ont été couronnés de succès pour limiter la portée de la législation du pays sur la consommation de cigarettes. Aussi, les taxes sur les cigarettes sont en Suisse les plus basses de toute l'Europe de l'Ouest. Aucun lieu pour les non-fumeurs n'est prévu dans les lieux publics et sur les lieux de travail.

L'OMS tente d'obtenir un accord sur une convention cadre au terme de laquelle ses 191 membres s'engageraient à opérer des réformes législatives dans leurs pays limitant la consommation de tabac. Selon une étude que l'OMS a commandé pour évaluer l'influence et les tactiques des cigarettiers, il apparaît que ceux-ci ont dépensé 7 M$ pour miner une étude épidémiologique mettant en relief le rapport entre la fumée absorbée par les non-fumeurs et le cancer du poumon. Elle a montré la collusion en Suisse entre cigarettiers, agences de pub et médias ayant entraîné l'échec de 2 referendums sur l'interdiction de la publicité pour le tabac et l'alcool. On compte plus de 10.000 morts par an en Suisse dus au tabac (soit 1/60 du total des décès). Le Ministère suisse de la Santé a été l'objet d'attaques systématiques de la part des cigarettiers et des groupes de pression, selon le Dr Adjt au ministère.

4- Le refus de la Chine de couper son aide à l'agriculture bloque sa demande d'adhésion à l'OMC

Le représentant chinois a fait remarquer que le niveau de l'aide agricole chinoise est plus bas que dans la plupart des pays développés, USA compris et que la Chine ne pourra jamais atteindre ce niveau d'aides par manque de moyens financiers.

Le revenu agricole en Chine n'a augmenté que de 2 % en 2000 alors que celui des citadins a connu une croissance de 7 %. Le pays doit donc accorder son aide à ses fermiers pour réduire ce fossé avec les ouvriers urbanisés, perçu comme une menace pour la stabilité sociale.

L'opposition la plus forte au maintien de ces aides parait provenir essentiellement des USA et des 18 pays du groupe de Cairns; ils veulent limiter les subventions chinoises à 2 % en valeur du total de la production agricole, alors que les PVD se sont vus accorder un plafond de 10 %.

Les subventions chinoises consistent en des prix payés aux fermiers au-dessus des prix de marché pour des produits stratégiques tels que le blé, le riz et le maïs ou des subventions aux agences commerciales du coton afin de constituer des réserves.

En 99, le total de ces subventions se sont montées à 3.85 Mds$, ce qui représente moins du quart des aides agricoles annoncées pour les USA. (16.9 Mds$). Elle concerne 900 Millions de ruraux alors qu'ils ne sont que 5 Millions aux USA.

Si l'on tient compte de la taxe chinoise de 8 % sur les produits agricoles, l'aide chinoise est négative.

Le pays a déjà accepté de mettre fin à ses subventions à l'exportation des produits agricoles et d'augmenter ses quotas à l'importation.

Si un accord sur plusieurs matières peut être prochainement obtenu, formant la base légale des termes d'accession de la Chine, des divisions demeurent dans des domaines s'étendant des droits commerciaux aux mesures de sauvegarde sur les textiles. Un accord final pourrait prendre encore des mois avant d'être signé.

L'élection américaine constitue un obstacle supplémentaire, car si George W.Bush soutient l'accession de la Chine, son équipe pourrait remettre en cause certaines parties du plan déjà agréé par la précédente administration. (D'après Bloomberg News 16/01/2001)



Nice 2000

1- Des rassemblements auront lieu lundi 29 janvier, en particulier à Nice et à Paris (place Vendôme à partir de midi) en solidarité avec les personnes qui comparaîtront devant le tribunal correctionnel de Nice suite aux manifestations de décembre dernier.

Un groupe de 5 personnes a été arrêté le matin du 7 décembre, vers 10h 45 Place Massena (inculpés pour d'entrave à la circulation routière!). Cependant la plupart des personnes arrêtées l'ont été au moment des violentes charges policières et les rafles arbitraires du quartier St Roch, proche de la salle Leyrit, entre 13h 15 et 14h 45 (rues Roquebilière / Auvare, rue St Jean d'Angely, angle Boulevard St Roch/rue Denis Semeria.). Certaines se plaignent d'avoir été victimes de violences de la part des policiers. Les motifs des inculpations sont du style "participation à attroupement en étant porteur d'une arme, en l'espèce une pierre" ou encore rébellion et violence sur agent. La plupart des dossiers d'accusations sont mal étayées et présentent des incohérences ou des irrégularités. Cependant, Ana et José avaient écopé d'un mois de prison ferme en comparution immédiate le 8 décembre pour des motifs similaires, alors qu'ils étaient porteurs d'un canif (et un fromage) dans leur sac a dos ! Ils avaient tout de même été remis en liberté après une dizaine de jours de prison. Aussi ces inculpés pourraient être chacune des personnes qui étaient à Nice au moment de manifestations car l'arbitraire est total. Elles ont besoin de notre soutien.

2- Cassette vidéo des manifestations des 6 et 7 décembre à Nice

Ce film vidéo (50 minutes) réalisé par l'AMIC retrace tous les moments forts des mobilisations qui eurent lieu à Nice. Vous pouvez l'obtenir tout simplement en envoyant un chèque de 100FF à ATTAC 06 ; 31, avenue Lyautey ; 06000 Nice. Pour plus d'informations : attac06@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

Mardi: BE: BRUXELLES – FR : RENNES – PARIS 11

Mercredi : BE : NAMUR – LIEGE – FR: CAEN – BOURGES – ROCHEFORT – MARSEILLE – PARIS 11 – FOIX – CONFLANS STE HONORINE

Jeudi: PORTO ALEGRE - BE: VERVIERS – FR : ST JEAN D'ANGELY – CRETEIL – BORDEAUX – LYON – PARIS (Manifestation) – FERNEY VOLTAIRE - LYON

Vendredi: PORTO ALEGRE - CH: ZURICH (Autre Davos) – FR : CRETEIL – LYON – LA CIOTAT – GRENOBLE – FOIX – LA VALETTE